

6

Commission paritaire pour le secteur socio-culturel (n° 329)

Convention collective de travail du 1er juillet 2002 relative à l'ancienneté

Vu l'« accord du non marchand » du 29 juin 2000, entre le Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale, le Collège de la Commission communautaire française, le Collège de la Commission communautaire flamande et les représentants des travailleurs et des pouvoirs organisateurs ;

Vu le Titre III de l'Arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers Arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle ;

Vu le Titre III, Chapitre XI, article 74 et l'annexe IV ANM ;

Vu le protocole conclu entre le Collège de la Commission communautaire française et les interlocuteurs sociaux, en exécution de l'accord du non marchand du 29 juin 2000 ;

Vu le protocole conclu entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et les interlocuteurs sociaux, en exécution de l'accord du non marchand du 29 juin 2000 ;

Il est conclu ce qui suit :

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux organismes d'insertion socioprofessionnelle•

tels que définis et agréés par la Commission communautaire française via le Décret du 27 avril 1995 (Décret relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances de demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle)

et

qui ont une convention de partenariat avec l'Office Régional Bruxellois de l'Emploi telle que prévue par les Arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 1991 (Arrêté autorisant l'Office régional bruxellois de l'emploi à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail et Arrêté autorisant l'Office régional bruxellois de l'emploi à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle).

Les travailleurs concernés sont ceux qui sont affectés à des projets d'insertion socioprofessionnelle tels que définis par le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

23 -07- 2002

11 -07- 2002

NR.
N°

66831

100/329

C4

Dans les Missions locales, sont également concernés, outre le personnel énoncé ci-dessus, les encadrants des programmes de transition professionnelle et le personnel des ateliers de recherche active d'emploi.

Article 2

Pour le calcul de l'ancienneté, sont admissibles les périodes prestées par le travailleur, en Belgique ou à l'étranger, dans un emploi à temps plein ou à temps partiel au sein des institutions, agréées ou subventionnées qui relèvent des secteurs de la santé, de l'aide aux personnes, de la politique des personnes handicapées, des politiques de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, de l'éducation permanente, de la culture, de l'enseignement et de l'insertion socioprofessionnelle.

Toutes les fonctions occupées sont prises en considération, sans distinction.

Aucune distinction n'est faite entre les prestations à temps plein et temps partiel.

Les prestations effectuées simultanément auprès de plusieurs employeurs n'entrent qu'une seule fois en ligne de compte.

La prise en compte se fait en suivant les normes reconnues par la Commission communautaire française.

Article 3

Pour le personnel ouvrier ainsi que pour les personnels administratifs et comptables, toute ancienneté de fonction supplémentaire acquise dans d'autres secteurs peut également être valorisée à concurrence de 10 ans maximum.

Article 4

L'ancienneté visée à l'article 2 est accordée, quelle que soit la fonction que le travailleur a exercée ou exercera.

En cas de changement de fonction pendant l'exécution d'un contrat de travail dans une institution ou une entreprise, l'ancienneté acquise dans une ou plusieurs fonctions antérieures est toujours prise en considération.

Article 5

L'ancienneté est calculée, en année et en mois (30 jours calendrier), au 01/01/01 pour le personnel engagé avant cette date, selon les principes repris ci-dessous.

Pour les autres travailleurs, elle est calculée, en années et en mois (30 jours calendrier), à partir de la date d'embauché selon les principes repris ci-dessous.

L'octroi de l'ancienneté individuelle annuelle est fondé sur des périodes de 12 mois civils.

Article 6

Par prestations effectives et assimilées, on entend : tous les jours d'une période couverte par un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, ou sous contrat résultant d'une nomination dans la fonction publique ou l'enseignement.

Sont considérés notamment comme prestations effectives ou assimilées :

- les jours de travail prestés **effectivement** ;

- 67
- le plan de remise à l'emploi prévu dans la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;
 - les jours de travail comme décrit dans l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (donnant lieu à une cotisation ONSS) ;
 - les jours assimilés conformément à l'arrêté royal du 30 mars 1967 fixant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs ;
 - les congés de maternité.

Pour fixer l'ancienneté, les périodes de travail et de jours assimilés sont additionnés et comptabilisés en années et en mois.

Article 7

Les prestations visées aux articles 2 et 3 feront l'objet, à la demande de l'employeur, de la remise de pièces justificatives probantes, telles qu'acceptées par la Cocof dans le cadre de l'application de l'annexe 4 de l'Arrêté 2001/549 de la Cocof du 12 juillet 2001.

Ces pièces justificatives doivent être fournies à l'employeur dans les délais suivants :

- pour le personnel en place avant la date de la signature de la présente convention : six mois à dater de la signature de la présente convention.
- pour le personnel engagé après la date de la signature de la présente convention : six mois à partir de la date d'engagement.

Au cas où cette obligation n'est pas rencontrée dans le délai prescrit, l'employeur aura le droit de revoir les termes du contrat de travail en ce qui concerne l'ancienneté reconnue à l'engagement et de modifier éventuellement la rémunération du travailleur.

Article 8

Les parties conviennent explicitement que les avantages accordés par la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale, le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Collège de la Commission communautaire française exécutent intégralement, chacun pour ce qui le concerne, le point 6 1er alinéa, l'accord du 29 juin 2000.

Elles conviennent également d'informer ces mêmes autorités publiques de la bonne exécution de la présente convention.

Article 9

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2001.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois, notifié par une lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel.

57

Paritair comité voor de socio-culturele sector
(nr. 329)

Collectiearbeidsovereenkomst van 1 juli 2002 betreffende anciënniteit

Gelet op het «akkoord van de non-profit» van 29 juni 2000, tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het College van de Franse Gemeenschapscommissie, het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de vertegenwoordigers van de werknemers en van de inrichtende machten;

Gelet op Titel III van het Besluit 2001/549 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de wezijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

Gelet op Titel III, Hoofdstuk XI, artikel 74 en bijlage IV ANM;

Gelet op het protocol gesloten tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de sociale onderhandelaars, in uitvoering van het akkoord van de non-profit van 29 juni 2000;

Gelet op het protocol gesloten tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de sociale onderhandelaars in uitvoering van het akkoord van de non-profit van 29 juni 2000;

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel I

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de organismen voor socio-professionele inschakeling

zoals bepaald en erkend door de Franse Gemeenschapscommissie via het Decreet van 27 april 1995 (Decreet betreffende de erkenning van bepaalde organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling)

en

die een partnerovereenkomst hebben met de "Office Régional Bruxellois de l'Emploi" zoals bepaald door de Besluiten van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 juni 1991 (Besluit dat de "Office régional bruxellois de l'emploi" toelaat partnerovereenkomsten te sluiten met het oog op het vergroten van de kans voor bepaalde werklozen op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling).

De betrokken werknemers zijn zij die betrokken zijn bij de projecten van socio-professionele inschakeling, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995.

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

23 -07- 2002

11 -07- 2003

NR.

Nº

66531

/10/329

In de "Missions locales" zijn, behalve het hierboven opgesomde personeel, eveneens betrokken het omkaderingspersoneel van de beroepsoverstapprogramma's en het personeel van de jobwerkbanken.

Artikel 2

Voor de berekening van de anciënniteit zijn toelaatbaar, de periodes gepresteerd door de werknemer, in België of in het buitenland, in een voltijdse of deeltijdse baan in de erkende of gesubsidieerde instellingen die afhangen van de sectoren van de gezondheidszorg, de welzijnszorg, het gehandicaptenbeleid, het kinder- en jeugdbeleid, de jeugdzorg, de volwassenenschooling, het cultuurbeleid, het onderwijs en de socio-professioneleinschakeling. Alle uitgeoefende functies worden zonder onderscheid in aanmerking genomen. Er wordt geen enkel onderscheid gemaakt tussen de voltijdse en de deeltijdse prestaties.

De prestaties die gelijktijdig worden uitgeoefend bij verschillende werkgevers worden slechts een maal in aanmerking genomen.

Het in aanmerking nemen gebeurt volgens de normen erkend door de Franse Gemeenschapscommissie.

Artikel 3

Voor het arbeiderspersoneel en voor het administratief en boekhoudpersoneel kan elke bijkomende functieanciënniteit verworven in andere sectoren eveneens gevaloriseerd worden tot maximaal 10 jaar.

Artikel 4

De anciënniteit bedoeld in artikel 2 wordt toegekend, ongeacht de functie die de werknemer heeft uitgeoefend of zal uitoefenen.

Ingeval van wijziging van functie tijdens de uitoefening van het arbeidscontract in een instelling of onderneming, wordt de verworven anciënniteit in één of meerdere vroegere functies steeds in aanmerking genomen.

Artikel 5

De anciënniteit wordt berekend in jaren en maanden (30 kalenderdagen), op 01/01/01 voor het personeel aangeworven vóór deze datum, volgens de hieronder vermelde principes.

Voor de andere werknemers wordt zij berekend, in jaren en maanden (30 kalenderdagen), vanaf de datum van aanwerving volgens de hieronder vermelde principes.

De toekenning van de individuele jaarlijkse anciënniteit is gebaseerd op periodes van 12 kalendermaanden.

Artikel 6

Onder effectieve en gelijkgestelde prestaties wordt verstaan: alle dagen van een periode gedekt door een arbeidscontract in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten, of onder contract dat het gevolg is van een benoeming bij de overheid of het onderwijs.

Worden beschouwd als effectieve of gelijkgestelde prestaties:

- de effectief gepresteerd arbeidsdagen;

- C4
- het plan voor wedertewerkstelling bepaald in de bijzondere wet op de hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;
 - de werkdagen zoals bepaald in artikel 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 gesloten in uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders (die recht geeft op een RSZ-bijdrage);
 - de gelijkgeschakelde dagen overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers;
 - de zwangerschapsverloven.

Om de anciënniteit te bepalen, worden de arbeidsperiodes en gelijkgestelde dagen toegevoegd en berekend in jaren en in maanden.

Artikel 7

De prestaties bedoeld in artikel 2 en 3 zullen op vraag van de werkgever, het voorwerp uitmaken van het geven van bewijsstukken, zoals aanvaard door de Cocofin het kader van de toepassing van bijlage 4 van het Besluit 2001/549 van de Cocof van 12 juli 2001.

Deze bewijsstukken moeten aan de werkgever bezorgd worden binnen de volgende termijnen:

voor het personeel in dienst voor de datum van ondertekening van deze overeenkomst: zes maanden vanaf de ondertekening van deze overeenkomst.

voor het personeel aangeworven na de datum van ondertekening van deze overeenkomst: zes maanden vanaf de datum van indiensttreding.

Ingeval aan deze verplichting niet wordt voldaan binnen de voorgeschreven termijn, zal de werkgever het recht hebben de termijnen van het arbeidscontract te herzien, wat de anciënniteit betreft erkend bij de aanwerving en eventueel het loon van de werknemer te wijzigen.

Artikel 8

De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen toegekend door deze collectieve arbeidsovereenkomst slechts effectief zullen worden toegekend aan de werknemers voor zover de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het verenigd college van de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en het college van de Franse gemeenschapscommissie integraal, elk voor wat hen betreft, punt 6, 1^{ste} lid van het akkoord van 29 juni 2000 uitvoeren.

Zij komen eveneens overeen deze zelfde openbare overheden in te lichten over de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2001.

Zij is voor onbepaalde tijd gesloten en kan door elk van de partijen worden opgezegd, met een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector.